

**ASSOCIATION DES ETATS DE LA CARAÏBE (AEC)**

**XXIV<sup>e</sup> RÉUNION DU COMITÉ SPÉCIAL SUR LE TOURISME DURABLE ET II<sup>e</sup>  
RÉUNION PRÉPARATOIRE DE LA III<sup>e</sup> RÉUNION DES MINISTRES DU  
TOURISME DE LA GRANDE CARAÏBE (RMT-3)**

Port of Spain, Trinidad, les 16 et 17 juillet 2013

---

**MÉMORANDUM D'ENTENTE ENTRE L'ORGANISATION MONDIALE DU  
TOURISME ET L'ASSOCIATION DES ÉTATS DE LA CARAÏBE**

---

Considérant que l'Organisation mondiale du Tourisme (ci-après dénommée « l'OMC »), représentée par son Secrétaire général, Taleb Rifai, est un organisme spécialisé des Nations Unies et la principale organisation internationale publique dans le domaine du tourisme, et qui est composée de 162 pays et territoires et de plus de 400 membres affiliés, représentant le secteur privé, les institutions d'enseignement, associations touristiques et autorités touristiques locales ;

Considérant que l'Association des États de la Caraïbe (ci-après dénommée « l'AEC ») représentée par son Secrétaire général, Alfonso Múnera Cavadía, est un organisme intergouvernemental régional de consultation, de concertation et de coopération, qui a pour mandat d'identifier et de promouvoir la mise en œuvre de politiques et de programmes destinés à renforcer, à exploiter et à développer les capacités collectives de la Caraïbe pour parvenir au développement durable dans le domaine culturel, économique, social, scientifique et technologique ;

Compte tenu du fait que dans le Plan d'action convenu durant le Premier Sommet des Chefs d'État et de gouvernement de l'AEC, tenu dans la ville de Port d'Espagne, Trinité-et-Tobago, les 17 et 18 août 1995, il a été affirmé que l'industrie du tourisme est une des activités économiques qui a un caractère commun entre les membres de l'AEC, constituant un des secteurs économiques prioritaires pour tous les membres ;

Eu égard à l'Accord de Coopération générale entre l'Organisation mondiale du Tourisme et l'Association des États de la Caraïbe, signé le 15 octobre 1997 à Istanbul, Turquie et le 30 septembre 1997 à Port d'Espagne, Trinité-et-Tobago respectivement, dans lequel ils manifestent leur intérêt à s'offrir une coopération technique mutuelle et à coordonner des actions relatives à des projets d'intérêt commun conformément à leurs objectifs généraux et programmes d'activités respectifs ;

Considérant que les parties reconnaissent l'importance d'unir les efforts pour établir des relations plus étroites en vue de la collaboration et de l'utilisation des services des deux organismes et sont disposées à travailler ensemble pour accroître l'importance économique du tourisme dans la région des Caraïbes ;

Les parties conviennent de ce qui suit :

**Article I. Objectifs de la coopération**

- 1.1. Ce Mémoire d'entente a pour objectif d'améliorer la coopération entre l'OMT et l'AEC et de définir les domaines d'intérêt commun en vue de :

- Harmoniser les statistiques officielles des pays membres par sous-région.
- Former et développer des stratégies relatives au tourisme durable dans la région
- Former les États membres à l'évaluation et à la réduction des risques influant directement ou indirectement sur le tourisme afin d'en réduire les impacts.
- Faciliter les échanges interinstitutionnels liés à la recherche, la consultation et la mise en œuvre des projets et programmes.

## **Article II. Domaines de coopération**

- 2.1. L'OMT et l'AEC coopéreront dans l'exécution de projets dans un des domaines suivants :
- Comptes satellites du tourisme à l'échelle nationale et sous-régionale
  - Tourisme durable
  - Gestion des risques et des crises
  - L'échange d'informations, d'expériences et de meilleures pratiques
- 2.2. Les parties tiendront des réunions régulières entre les points de contact désignés ou leurs représentants pour examiner les effets de leur coopération et d'autres questions, convenir des priorités et points de leur prochain travail en commun et définir de nouveaux domaines de coopération.
- 2.3. Aucune disposition de ce Mémoire d'entente ne pourra constituer un engagement financier ou avoir des implications financières pour l'une ou l'autre partie.

## **Article III. Modalités de coopération**

- 3.1. Dans le développement et l'exécution de tout projet spécifique relatif à n'importe lequel des domaines d'intérêt commun susmentionnés, les parties pourront travailler conjointement avec d'autres partenaires le cas échéant.
- 3.2. Les objectifs, résultats prévus, engagements et modalités d'exécution des projets spécifiques qui seront mis en œuvre au titre du présent Mémoire d'entente devront être convenus entre l'OMT et l'AEC dans les documents spécifiques des projets et seront approuvés à travers la conclusion de l'accord de coopération correspondant entre les parties.
- 3.3. Dans l'exécution des activités couvertes par le présent Mémoire d'entente, les parties agiront conformément à leurs règles, règlements et politiques respectifs.
- 3.4. Les parties feront tout leur possible pour s'informer mutuellement sur toute question susceptible d'avoir une incidence sur l'exécution de ce Mémoire d'entente et des activités qui devront être réalisées.
- 3.5. S'il y a lieu, et conformément aux conditions qui seraient convenues, chaque partie invitera l'autre à participer aux réunions organisées par ladite partie pour lesquelles l'autre partie aura manifesté un intérêt et qui traiteraient des questions d'intérêt commun, y compris les domaines de collaboration figurant au paragraphe 2.1 antérieur.

**Article IV. Utilisation du nom, de l'acronyme, du drapeau et de l'emblème**

- 4.1. Toute utilisation du nom, de l'acronyme et de l'emblème de chaque organisation sera sujette à ses règles et procédures respectives. Toute utilisation des signes de l'OMT et l'AEC respectivement (nom, emblème, drapeau ou abréviation) sera sujette à l'autorisation préalable écrite du Secrétariat et aux modalités établies par chaque organisation.

**Article V. Entrée en vigueur, amendement et résiliation**

- 5.1. Le présent Mémoire d'entente entrera en vigueur à la date de sa signature par les deux parties et restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 2015 à moins qu'il ne soit résilié par une des parties ou les deux, en donnant à l'autre partie un préavis par écrit de six mois. Cette résiliation n'affectera pas les obligations contractuelles déjà contractées par l'une ou l'autre partie dans ce Mémoire d'entente. Le présent Mémoire d'entente pourra être renouvelé à travers un accord écrit entre les parties avant le 31 décembre 2015.
- 5.2. Tout amendement à ce Mémoire d'entente se fera par consensus entre les parties à travers un échange adéquat de lettres. Instruments contenant lesdites modifications sont jointes en annexes et sont à lire comme faisant partie intégrante du présent Accord.

**Article VI. Privilèges et Immunités**

- 6.1. Chacune des parties reconnaît à l'égard de l'autre les privilèges et immunités dont ils jouissent en vertu des principes généraux du droit international et les accords pertinents sur les privilèges et immunités.
- 6.2. Le présent Mémoire d'entente remplace le Mémoire antérieur signé en 1997 entre l'Organisation mondiale du Tourisme et l'Association des États de la Caraïbe.

La conclusion et acceptation de ce Mémoire d'entente se manifestent par la signature des représentants dûment autorisés des parties.

Fait à [lieu] le [date] en trois exemplaires, en langues anglaise, espagnole et française, chaque texte faisant également foi, en un exemplaire conservé par chacun des signataires.

Au nom de l'OMT	Au nom de [sigle]
[signature] [nom et fonctions] [date]	[signature] [nom et fonctions] [date]